

Les Chiliens se lèvent contre les inégalités

Chili Le modèle néolibéral hérité de Pinochet a eu raison d'une population exsangue.

Reportage Alan Loquet
Correspondant à Santiago du Chili

Depuis bientôt dix jours, le même scénario se répète, inlassablement. Des milliers de personnes se massent place Italia, dans le centre de Santiago du Chili, pour crier leur colère. Vendredi, ils étaient plus d'un million, soit le plus grand rassemblement depuis le retour de la démocratie. Cacerolazo – concert de casseroles – contre gaz lacrymogène, déambulation pacifique contre canons à eau, jets de pierres contre balles en caoutchouc ou en métal...

Patricia San Martin, infirmière dans un hôpital public, est venue ajouter sa voix aux protestations. *“Le système de santé est tellement mauvais que de nombreux malades meurent car ils ne sont pas opérés à temps. Faute de moyens, beaucoup de Chiliens n'ont pas accès aux médicaments. Nous sommes indignés, non pas pour 30 pesos, mais pour les trente dernières années!”*

L'augmentation de 30 pesos du prix du ticket de métro (1,04 €) a été le catalyseur de l'une des plus violentes contestations sociales que le pays ait connues depuis la fin de la dictature du général Pinochet (1973-1990). Un bilan provisoire fait état de dix-neuf morts et plus de 3 000 arrestations. La mobilisation aura eu raison du gouvernement. Ce samedi, le président Sebastian Piñera (droite) a demandé à tous ses ministres de remettre leur démission.

“Un système injuste”

Plus qu'un soubresaut politique, c'est un modèle entier qui se voit rejeté. L'héritage néolibéral laissé par le régime militaire n'a jamais été remis en cause depuis le retour de la démocratie. La privatisation de l'eau, de la santé, des transports ou encore de l'éducation a généré des inégalités aujourd'hui fortement contestées. *“Nous avons un système injuste, lance Eduardo Hernandez, professeur d'histoire, drapeau du Chili entre les mains. Je perçois tous les jours ces inégalités chez mes étudiants. La précarité les frappe eux et leurs parents. On dit basta, ça suffit!”*

Les mesures sociales (hausse du

minimum retraite, baisse du prix de certains médicaments, gel des tarifs de l'électricité...) annoncées mardi 22 octobre par l'exécutif n'ont pas suffi à calmer la fronde dans un pays où le salaire minimum plafonne à 300 000 pesos (382 €). *“Vivre coûte cher, dénonce Eduardo Martinez, employé municipal. À bientôt 70 ans, je continue à travailler car ma retraite ne me permet pas de survivre. Je paie 37 000 pesos (46 €) par mois pour me déplacer en métro. J'ai contracté un prêt pour pouvoir manger.”* Selon la Fondation Sol, 11 millions – sur 18 – de Chiliens seraient endettés.

Retraites dérisoires

Très critiqué, le système de retraite par capitalisation offre des pensions dérisoires, dont la moyenne avoisine les 259 000 pesos (320 €) par mois (192 000 pesos, soit 238 €, pour les femmes). Le modèle, instauré en 1980, oblige

les travailleurs à déposer près de 12 % de leur salaire sur des comptes individuels gérés par des entreprises privées qui en investissent une partie sur les marchés financiers. Les dividendes versés aux actionnaires tranchent avec le montant des pensions perçues par la majorité des retraités chiliens.

Les mesures sociales annoncées mardi 22 octobre par l'exécutif n'ont pas suffi à calmer la fronde.

Autre critique: la durée du temps de travail, culminant à 45 heures par semaine. Selon les derniers chiffres du ministère de la Santé, la première cause des arrêts maladie est due au stress, à l'anxiété ou à la dépression. Un projet de loi de réduction de 45 à 40 heures de travail hebdomadaire, porté par des députés de l'opposition (gauche), est sur le point d'être adopté. Avant le début de la crise, le président Piñera avait annoncé qu'il saisirait le tribunal constitutionnel pour empêcher le passage de la loi.

L'explosion des prix de l'immobi-

lier est aussi l'une des raisons du mouvement de contestation secouant le pays andin. Selon un rapport de la Chambre chilienne de la construction (CChC), les prix du mètre carré ont grimpé de 75 % en dix ans, empêchant de facto de nombreux foyers chiliens de se loger correctement. Ce phénomène contraint des milliers de personnes à vivre dans la périphérie des grandes villes, tout en devant supporter l'augmentation du prix des carburants.

Corruption et scandales politiques

“Les gouvernements successifs n'ont jamais changé la matrice imposée sous la dictature, analyse Carlos Huneeus, chercheur en science politique à l'Université du Chili. Le pays est l'un des plus inégalitaires de l'OCDE, où 1 % des habitants concentre 26,5 % des richesses. La légitimité des élus est questionnée depuis au moins 2015 et la révélation des scandales de corruption et de financement illégal des partis politiques, ajoute le politologue. Les décisions pro-business portées par Piñera ont achevé de creuser le fossé séparant les politiques et les classes moyennes et populaires.”



Les manifestants pointent notamment du doigt les défaillances mortelles dans les services des soins de santé.